

**L'hon. M. Sharp:** La question est celle-ci: si nous reconnaissons la République populaire de Chine comme gouvernement de la Chine, Taïwan acceptera-t-il notre position?

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Voici ce que je demande au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A-t-il dit ceci le 19 mai dernier: «Nous ne sacrifierons pas nos relations avec le gouvernement de Taïwan pour le faire»?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Autrement dit, reconnaître...

**L'hon. M. Hees:** L'avez-vous dit, oui ou non?

**M. l'Orateur:** Je ne suis pas sûr de la ponctuation du très honorable député, mais j'ai l'impression que, lorsqu'il a demandé au ministre de confirmer ou de nier une déclaration faite à l'extérieur de la Chambre...

**L'hon. M. Hees:** Voyons ce que le premier ministre a à dire.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je vais reformuler ma question. Le ministre est-il toujours d'avis que le Canada ne devrait pas reconnaître la Chine communiste si celle-ci exige de nous, de sacrifier le gouvernement de Taïwan?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je ne puis que répéter ce que j'ai déjà dit...

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Soit absolument rien.

**L'hon. M. Sharp:** ...si le gouvernement reconnaît la République populaire de Chine comme gouvernement de la Chine, les relations entre Taïpeh et le Canada seront forcément affectées puisque le gouvernement de la République populaire prétend avoir juridiction sur toute la Chine et que nous ne pouvons avoir deux autorités contradictoires.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Qui va être protégé?

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Le ministre peut-il dire à la Chambre qu'aucune discussion importante ne sera amorcée à moins que la République populaire de Chine ne s'engage à donner son adhésion au traité de non-prolifération nucléaire?

**L'hon. M. Sharp:** Non, monsieur l'Orateur. Bien des pays avec lesquels nous entretenons d'excellentes relations n'ont malheureusement pas encore donné leur adhésion à ce traité.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

## L'HABITATION

### LES RECOMMANDATIONS DÉCOULANT DU RAPPORT DU GROUPE D'ÉTUDE

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Je voudrais adresser une question au premier ministre. Mercredi dernier, le ministre des Transports a déposé le rapport du groupe d'étude sur l'habitation et il a déclaré qu'il soumettrait sous peu au gouvernement, sur certains points du rapport, des recommandations qu'il estime urgentes. Le premier ministre peut-il nous dire quand nous pouvons compter sur une déclaration du gouvernement à ce sujet?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur. Le ministre des Transports, qui est chargé du logement, a bel et bien indiqué qu'il soumettrait au cabinet un mémoire dans lequel il exprimerait ses opinions sur les mesures à prendre et dans quel ordre. Il ne l'a pas encore fait. Il s'y emploie actuellement.

**M. Brewin:** Le premier ministre peut-il nous dire si actuellement le gouvernement envisage les recommandations du ministre chargé du logement?

**Le très hon. M. Trudeau:** Non, monsieur l'Orateur. Je répète que le rapport du groupe d'étude sera transposé par le ministre des Transports dans un document qu'il soumettra au cabinet et dans lequel il exprimera la ligne de conduite qu'il entend proposer à l'examen du cabinet.

## LA CONSOMMATION

### LE CHANGEMENT DE LA COMPOSITION DU CONSEIL

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Est-il prêt à effectuer les changements nécessaires au Conseil canadien de la consommation à la suite des critiques du président de ce conseil consultatif de création récente, qui a dit, «Les 24 membres...»

**M. l'Orateur:** Le député doit poser directement la question. Il ne peut citer une déclaration faite à l'extérieur de la Chambre pour faire valoir un point de vue.

**M. McGrath:** Je reposerais donc ma question. Le ministre projette-t-il de modifier la composition du conseil à la suite des critiques du président de cet organisme?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Non, monsieur l'Orateur.